

Des menaces pèsent sur l'aide alimentaire

Les Restos du cœur, la Banque alimentaire et le Secours populaire craignent la diminution des produits alimentaires en provenance d'Europe. Cela concernerait des milliers de bénéficiaires.

Côte à côte : les présidents des Restos du cœur, de la Banque alimentaire et du Secours populaire. L'image n'est pas si courante. Elle est à la mesure de leur préoccupation : « En 2012, la distribution des denrées alimentaires provenant du Plan européen d'aide aux plus démunis doit connaître une diminution spectaculaire ».

Ce qui aurait des « conséquences dramatiques », selon eux, sur les milliers de familles qui viennent s'approvisionner dans ces trois associations. Surtout que tous voient le nombre des demandes monter... « La précarité augmente ».

Pourquoi une telle menace ? Parce que la situation a changé depuis que ce plan a été mis en place en 1987, à l'initiative de Jacques Delors et de Coluche. L'Europe croulait alors sous les stocks de denrées alimentaires. C'est tout naturellement que de nombreux pays européens se sont organisés pour en faire bénéficier les plus démunis chez eux, via des associations. On a transformé des montagnes de poudre de lait en beurre, crème dessert... Mais deux ans plus tard, les stocks ont commencé à fondre. Et l'Europe s'est mise à acheter des produits pour compenser. « Il y en a vingt aujourd'hui », expose Dominique Desarthe, la secrétaire générale du Secours populaire : **des produits laitiers et céréaliés**.

Un budget divisé par 5

Cela fonctionne ainsi depuis 25 ans. L'an passé, l'Europe a consacré 500 millions d'euros à l'achat de produits alimentaires dont ont bénéficié 13 millions de personnes, vivant dans 19 pays. Mais, menés par l'Allemagne, 6 pays ont demandé la révision du PEAD. Et ils ont gagné : « En 2012, l'enveloppe distribuée aux associations européennes doit être ramenée de 512 à 100 millions



De gauche à droite : Gilles Sochard, président de la Banque alimentaire ; Roger Miot, président des Restos du cœur et Dominique Desarthe, secrétaire générale du Secours populaire.

d'euros. Sur le fond, ils n'ont pas tort, puisqu'effectivement il ne s'agit plus de stocks », reconnaît Gilles Sochard, le président de la Banque alimentaire. Comme les autres, il milite pour que le PEAD repose désormais sur une enveloppe financière fixe.

Sinon ? « Cela mettrait en péril nos bénéficiaires », enchaîne Roger Miot, des Restos du cœur, où l'on évoque une baisse de 80 % des produits européens. Comment allons nous faire ? Diminuer le nombre de repas distribués, ou celui des bénéficiaires ? Et encore, nous ne sommes pas les plus à plaindre, nous, puisque 60 % de nos approvisionnements viennent des

entreprises agroalimentaires et supermarchés locaux ». Néanmoins, « les apports de l'Europe sont essentiels, car complémentaires. Ils permettent de proposer des repas équilibrés » insiste Dominique Desarthe.

Les trois présidents ont les yeux tournés vers Bruxelles où le PEAD sera au menu des ministres de l'Agriculture européens lundi et mardi prochains. Déjà, ils annoncent que les « collectes qu'ils organisent localement auront encore plus d'importance que d'habitude ».

Laurence PICOLO.

Le Secours populaire a aidé 3 000

foyers soit, 10 000 personnes. 60 % des 300 tonnes de produits distribués proviennent du plan européen. Il craint de perdre 240 tonnes, soit l'équivalent de 480 000 repas.

La Banque alimentaire alimente, elle, 80 associations qui distribuent ensuite à 7 050 bénéficiaires. Elle s'inquiète de perdre 190 tonnes, soit 380 000 repas non-distribués.

Les Restos du cœur ont 5 000 personnes par semaine, durant la dernière campagne (de novembre à mars). Ils ont distribué 591 000 repas, soit 10 % de plus que l'année précédente.. Ils évaluent à 100 000 le nombre de repas en moins.